

Animation 3 - Annexe 3

Pour préparer/étouffer le débat mouvant

Les réseaux sociaux, c'est une très belle invention. Il ne faut pas s'en déconnecter.

D'accord

- La société s'est organisée autour des réseaux sociaux, c'est devenu le moyen d'organisation prédominant (achats, information...). Si on est en dehors, on est en quelque sorte en dehors de la société.
- C'est un excellent moyen de communication avec la famille et les amis qui vivent à l'étranger.
- On a accès à des tas de contenus intéressants, y compris la presse.
- C'est une bonne chose à condition d'en connaître le dessous des cartes et d'être vigilants.
- Ça permet à la « résistance » de s'organiser (ex. printemps arabes, pétitions...).

Pas d'accord

- Certains collectifs s'organisent sans, c'est possible...
- On vivait très bien sans eux avant, on peut choisir d'aller chercher l'information ailleurs et de communiquer autrement.
- La vie sur les réseaux sociaux est artificielle.
- Risques de harcèlement, ça exacerbe les comportements ou paroles violentes ou racistes.

Je ne cherche pas à protéger mes données personnelles. Je n'ai rien à cacher de toute façon...

D'accord

- Le RGPD a été pensé pour protéger notre identité. Nous sommes donc protégés. La législation sur le respect de la vie privée impose des restrictions aux entreprises et organisations qui veulent collecter et utiliser les données nous concernant => on a le RGPD pour nous protéger.
- On peut aussi prendre nous-même des mesures de précaution pour protéger nos données et nos appareils.
- Les applications, cookies, etc. demandent à chaque fois notre autorisation pour l'utilisation de nos données. Je peux à tout moment refuser, je peux donc décider de protéger ma vie privée ou pas. Je peux paramétrer mon navigateur pour qu'il refuse ou efface les cookies de façon sélective.
- Ça permet parfois de sauver des vies (retrouver quelqu'un avec la géolocalisation...).

Pas d'accord

- Tout le monde a quelque chose à cacher : à son employeur, à sa famille, au service chômage, au CPAS, à son contrôleur fiscal... Voir nouvelle base de données Oasis.
- On ne donne presque jamais notre consentement. Ex. quand on nous géolocalise, quand on parle à Alena...
- L'anonymat est une notion obsolète à l'heure des Big Data. Aujourd'hui, toute donnée numérique peut contribuer à nous identifier ou à caractériser très précisément nos comportements personnels si elle est croisée avec d'autres données.
- Toutes les données récoltées alimentent directement la surveillance de masse (ex. reconnaissance faciale). Ce sont les prémices d'un État policier. La Belgique est relativement épargnée par l'État policier mais jusque quand ?
- On doit avoir la possibilité de vivre en dehors du regard d'autrui, et sans qu'on nous dicte (de manière sournoise avec les algorithmes) ce qu'on doit consommer ou penser. C'est la base de la démocratie et du respect des droits humains.

Mes données personnelles ont une valeur commerciale, je devrais pouvoir les monnayer personnellement, c'est-à-dire demander une rétribution à Google et Facebook (ex. 200 € par an).

D'accord

- Nos données nous appartiennent : on a le droit de les négocier/de les vendre (option des libéraux...).
- On doit pouvoir être payé pour les données qu'on cède à Facebook et Google (ex. 200 par an).
- Il ne s'agit pas de marchandiser nos données mais de rendre à la collectivité une valeur capturée aujourd'hui par les GAFA.
- Les services utilisés ne sont en réalité pas gratuits puisqu'ils sont financés par la pub : vendre nos données = un juste retour des choses.

Pas d'accord

- Il vaut mieux contrôler les DP que les marchander. C'est possible d'échapper partiellement aux publicités sur les médias sociaux. Il est possible d'être vigilants et de paramétrer ses comptes pour limiter le profilage (ex : utiliser les « like » avec parcimonie, désactiver la géolocalisation, limiter les infos données dans les magasins...).
- Vendre ses DP = aussi vendre celles des autres (nos amis...).
- On ne peut pas à la fois défendre un principe éthique vis-à-vis des GAFA et viser un objectif financier. C'est un problème éthique et éminemment politique.
- Ça va encourager la vente de données à des fins mercantiles (au plus on livre des données, au plus on en retirera un profit) : ça va enrichir les GAFA plutôt que de les appauvrir.
- L'idée de vendre ses DP peut être séduisante mais elle est peu réaliste car nos données ont relativement peu de valeur, elles n'ont de valeur qu'à grande échelle.
- Vendre ses données à qui et comment ? Impossibilité pour les GAFA de faire des contrats individualisés sur mesure.
- Vendre ses DP = un premier pas vers la marchandisation de l'être humain. C'est le reflet d'une idéologie et d'un modèle de société.
- Discrimination entre ceux qui chercheront une rétribution (les moins riches) et ceux qui sont prêts à payer (les plus riches et les plus instruits qui peuvent se payer le luxe de rester anonymes) ; renforce les inégalités sociales et culturelles.
- Les consommateurs seraient en position de faiblesse par rapport aux GAFA car ils devraient marchander seuls/individuellement la vente de leurs DP. C'est un rapport de force déséquilibré.
- Autre proposition allant un peu dans le même sens (choix individuel) : on devrait pouvoir payer Facebook pour pouvoir garder nos données privées (payer une redevance d'utilisation), pour ne pas que Facebook les capture et les revende. Proposition : laisser le choix à l'inscription sur Facebook => On ne recevrait pas d'argent mais on paierait si on ne veut pas avoir de pub.
- Pour les EP, Il faut envisager cette question de manière collective et pas individuelle, en taxant les flux de données captées et revendues par les GAFA pour refinancer la presse, rétribuer les droits d'auteur...

Nous sommes impuissants face au pouvoir des GAFA(M)

D'accord

- C'est au niveau américain et même mondial que ce business model se développe, c'est donc à ce niveau qu'il faudrait pouvoir agir. C'est impossible.
- Même au niveau européen, il n'y a pas d'accord pour taxer les GAFA.
- Pour l'instant, c'est un quasi-monopole de la Silicon valley. Mais les Chinois vont prendre le relais, et on n'a aucune prise sur eux.

Pas d'accord

- Nous pouvons chacun limiter les données personnelles dont on leur fait cadeau. On tarira la source.
 - Les pouvoirs publics ont des leviers d'action pour montrer l'exemple :
 - * Ne pas faire eux-mêmes du profilage des personnes au départ de données récoltées de manière peu transparente, à des fins de contrôle social et de lutte contre la fraude ;
 - * Utiliser des logiciels libres qui ne captent pas les données personnelles.
 - Il y a des propositions européennes qui prévoient de réglementer l'utilisation des cookies par des entreprises tierces, qui sont la principale source de récolte des données.
 - Au niveau européen, il y a moyen de lutter contre le monopole des GAFA :
 - * En les condamnant à payer (ex. Android) ;
 - * En finançant le développement de moteurs de recherche et d'applications européennes ;
 - * En instaurant une taxe GAFA (sur le chiffre d'affaires) Ex. 3% sur les revenus de la vente des données.
- Recette possible : 5 milliards sur 150 entreprises. Ça pourrait financer le développement d'un autre modèle de réseaux sociaux, une presse publique... Un peu à l'image de la taxe Tobin.